

# RIPEC et décret du 13 février 2026 relatif à une modification des modalités d'attribution de certaines primes et indemnités<sup>1</sup>.

Ce décret du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale, publié au journal officiel ce vendredi 14 février 2026, « modifie la rédaction des dispositions relatives aux modalités d'attribution de certaines primes et indemnités » par une « définition plus adaptée à l'objet de la prime et de l'indemnité considérée ». Il ne concerne hélas pas les PRAG et les PRCE, et ne les fait donc pas encore bénéficier du RIPEC ou d'un équivalent.

**Mais après déjà une saisine du Conseil d'État<sup>2</sup>, suivie d'une saisine récente par action de groupe du comité de l'ONU relatif aux droits économiques sociaux et culturels<sup>3</sup>, le SAGES vient d'entamer une action inédite en la matière, qui s'est déclinée et va continuer à se décliner par différents canaux les jours et semaines à venir.**

D'autres syndicats ou d'autres individus qui considéreraient bien faire ou voudraient le faire croire<sup>4</sup> en reprenant le procédé à leur compte en étendant son champ d'action, en compromettraient à coup sûr le succès, lequel nécessite une action ciblée<sup>5</sup>. C'est pourquoi **le SAGES ne révélera le contenu et la justification de cette action qu'au mois de mars 2026 au plus tôt**. Cet éventuel succès conduirait cependant le SAGES évidemment à poursuivre cette action ciblée par d'autres actions ou recours dans la foulée, pour en étendre le champ d'application.

Rappelons que l'omission persistante des PRAG et des PRCE parmi les bénéficiaires du RIPEC est très largement due aux résultats de l'élection professionnelle de 2022, qui a conduit à n'avoir au comité social d'administration ministériel de l'ESR non seulement aucun PRAG ou PRCE<sup>6</sup>, mais que des élus de syndicats hostiles à l'extension du bénéfice du RIPEC, notamment de sa composante C3, aux PRAG et aux PRCE qu'ils qualifient tous d'« ESAS », pas le SAGES<sup>7</sup>. Pour qu'il y ait enfin un PRAG ou un PRCE élu à ce comité ministériel de l'ESR en décembre 2026, une seule (bonne) solution, voter et faire voter SAGES !



1 <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053482648>

2 [https://le-sages.org/documents/Analyse\\_CE\\_RIPEC\\_PRAG\\_PRCE.pdf](https://le-sages.org/documents/Analyse_CE_RIPEC_PRAG_PRCE.pdf)

3 [https://le-sages.org/documents2/Annonce\\_action\\_CESC\\_fin\\_juin25.pdf](https://le-sages.org/documents2/Annonce_action_CESC_fin_juin25.pdf)

4 Notamment pour tromper les électeurs de l'ESR avant l'élection professionnelle de décembre 2026.

5 Dans notre attaque pour l'intégration des PRAG et des PRCE aux bénéficiaires du RIPEC, le SAGES a exercé deux recours. L'un concernait les PRAG et les PRCE, l'autre ne concernait que les PRAG car l'article 1 du décret RIPEC prévoyait une possibilité de l'extension du bénéfice du RIPEC par arrêté ministériel qui ne concernait que les PRAG, puisque nécessitant une équivalence de plafond de grille indiciaire avec les maîtres de conférence. Il est par ailleurs capital que pour toutes les actions menées en faveur des PRAG et des PRCE, ils n'apparaissent pas, formellement ou en substance, comme des « ESAS », mais comme des enseignants du supérieur à part entière ; ce qui nécessite non seulement de les présenter ainsi mais aussi d'écrire et de parler comme un véritable enseignant du supérieur en tant qu'un de leur représentants ou défenseurs.

6 [https://le-sages.org/documents2/Tableau\\_SAGES\\_election\\_csamesr2022.pdf](https://le-sages.org/documents2/Tableau_SAGES_election_csamesr2022.pdf)

7 <https://chng.it/9jBDLTvj>